

Face à la crise de l'Europe et à la montée des souverainismes, l'Europe des travailleurs et des peuples

Brexit, montée des nationalismes, crise des migrants... l'Union Européenne est en proie à une crise profonde dans un contexte d'exacerbation de la concurrence internationale, de l'offensive contre les travailleurs et les peuples et de la guerre. Ses propres dirigeants doutent de son avenir.

Le 22 août dernier, Hollande, Merkel et Renzi préparaient le premier sommet européen post Brexit sur l'île de Ventotene, au large de l'Italie. Afin de bien marquer ce qui les unit, ils ont donné leur conférence de presse à bord d'un porte-avions militaire chargé de « protéger » les frontières des migrants !

Leur Europe-forteresse de la finance et de l'exploitation est hérissée de barbelés contre des femmes, des hommes et des enfants qui fuient la guerre et les ravages du capitalisme.

C'est à cette Europe qu'ils entendent donner un second souffle... au nom prétendent-ils du bien-être des peuples, du développement économique, de la paix, de la démocratie ! « *Le risque majeur, ça vaut pour l'Europe comme pour les nations, c'est la dislocation, la fragmentation, l'égoïsme, le repli* » a ainsi déclaré Hollande, « *il n'est pas acceptable que des grands groupes internationaux puissent dégager des richesses en Europe, et donc des bénéfiques, et ne pas être taxés en fonction de ces résultats* »... Matteo Renzi a complété : « *Il faut aussi prendre des mesures fortes pour relancer la croissance et lutter contre le chômage des jeunes, et revenir à l'Europe des valeurs, plutôt qu'à celle de la finance* »... Hypocrisie et cynisme ! Leur seule politique est de satisfaire les multinationales et la finance qui mènent les travailleurs, les peuples et l'Europe au chaos.



Tout un symbole...



Hollande, Merkel, Renzi

Le sommet européen qui a suivi, avec l'ensemble des pays de l'UE moins la Grande-Bretagne, n'a qu'un peu plus mis en lumière leur impuissance et leur inconsistance : « *Nous nous sommes engagés à offrir à nos citoyens, dans les mois qui viennent, la vision d'une UE attrayante, dans laquelle ils puissent avoir confiance et qu'ils pourront soutenir* »... disait la déclaration finale. Seule décision concrète : l'amplification des contrôles aux frontières, une politique qui ne fait qu'accroître la guerre faite aux pauvres et renforce les nationalismes et l'extrême-droite.

Seules les luttes des travailleurs et des peuples d'Europe peuvent offrir d'autres perspectives. Face à la crise, à la montée des forces réactionnaires racistes et xénophobes dans toute l'Europe, des souverainismes de droite ou de gauche qui voudraient nous faire croire qu'il suffit de sortir de l'UE et de l'euro pour sortir de la crise, la réponse passe par la solidarité internationale, les luttes pour le contrôle de l'économie par les peuples et les travailleurs eux-mêmes pour construire une Europe débarrassée de l'exploitation, du capital et de la finance.

L'Europe en crise économique, sociale, migratoire... face à ses contradictions

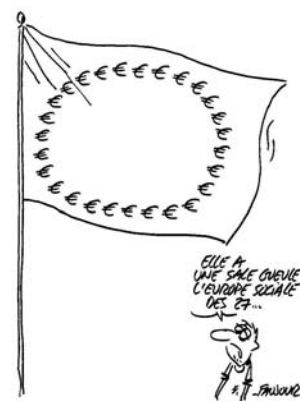
L'Union européenne est aujourd'hui « en panne ». Depuis ses débuts, l'Europe politique capitaliste se construit contre les classes populaires qui ne peuvent que la rejeter. Ce rejet n'a jamais été aussi important qu'aujourd'hui alors que l'offensive libérale redouble pour faire payer au monde du travail la crise économique et financière.

Le mensonge de l'Europe sociale et démocratique

Le Brexit et, depuis, la résistance wallonne qui a bousculé le calendrier du CETA, accord de libre échange entre l'Europe et le Canada... témoignent du rejet de la construction libérale de l'UE par les travailleurs et les plus pauvres.

Cette actualité n'est pas sans rappeler 2005 et le Non au Traité Constitutionnel Européen dans plusieurs pays dont la France (où 55 % des électeurs ont voté Non) qui avait fait dire à Sarkozy, alors président de l'UMP, qu'il fallait « *un tournant majeur dans nos politiques économique et sociale. Il n'y a pas de fatalité, le plein-emploi n'est pas un objectif inaccessible* » (sic !)... On connaît la suite et comment les Etats européens se sont empressés de contourner ce Non en adoptant en 2007 le traité de Lisbonne... que le gouvernement français a fait ratifier par les seuls députés.

Depuis, la défiance populaire et ouvrière vis-à-vis de leur prétendue « *Europe dynamique, sociale et protectrice* » n'a fait que croître tant les ravages de la politique de la troïka (Commission Européenne, Banque Centrale Européenne et Fonds Monétaire International) sont importants, touchant en premier lieu les économies des pays les plus fragiles et l'ensemble des classes populaires.



L'impossible défi de la «relance», l'UE en perte de légitimité

Les dirigeants européens prétendent vouloir « relancer » la construction européenne. C'était l'ordre du jour du sommet de Bratislava en septembre, qui devait annoncer un plan de relance post-Brexit. Le sommet a accouché d'une souris, tant les rivalités sont grandes et toute « relance » illusoire.

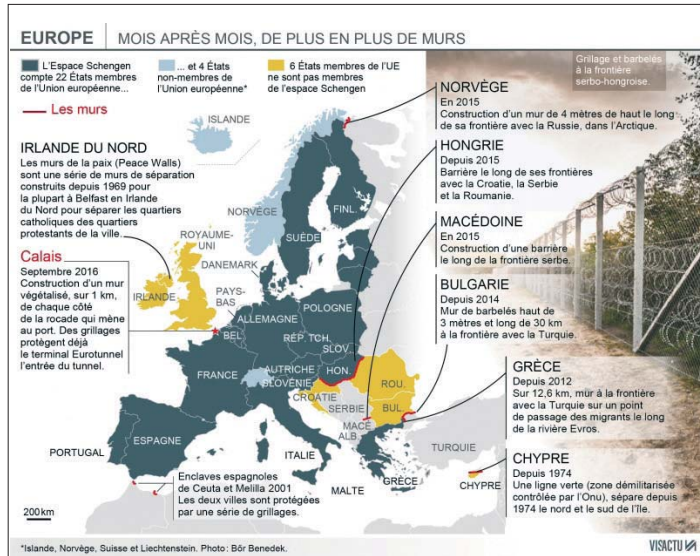
Stagnation économique ; panne des investissements ; crise bancaire malgré les milliards de cadeaux de la BCE et des Etats aux banques (la Deutsche Bank est passée au bord de la faillite) ; aggravation des inégalités entre les Etats que la construction européenne prétendait réduire (la situation est dramatique pour les classes populaires grecques, espagnoles, portugaises frappées de plein fouet par la crise, le chômage)... : l'Union Européenne est incapable d'y apporter un embryon de réponse.



Ses « solutions » ne sont que l'accentuation des politiques qui ont conduit à la crise : l'austérité, la lutte contre les déficits publics qui détruit ce qu'il reste de services publics et de protection sociale, la suppression de tous contrôles et restrictions à la circulation des capitaux et des marchandises et à la mise en concurrence des travailleurs... **L'Europe capitaliste enfonce les peuples dans l'austérité et le cercle vicieux de la crise.**

Confrontée à la plus grande crise migratoire de son histoire, la seule réponse de l'UE est d'élever barbelés et murs sur tout son pourtour. Elle dépense sans compter pour surveiller et refouler les pauvres hors de son territoire.

Le récent démantèlement du bidonville de Calais a mis en lumière le drame de ces milliers de migrants piégés et refoulés de camps en squats ou en « centres d'accueils temporaires » dans l'espoir d'un hypothétique asile, aujourd'hui éparpillés dans le pays alors que la plupart d'entre eux veulent rejoindre l'Angleterre.



La guerre fait rage en Syrie, en Irak, en Afrique, provoquant des centaines de milliers de morts, déplaçant les populations (un pays comme la Syrie s'est vidé de la moitié de sa population et 400 000 personnes y sont mortes depuis 2011). Mais l'Union européenne n'accueille qu'au compte goutte : un million de réfugiés en 2015 (pour 510 millions d'habitants), le même nombre que le Liban (soit proportionnellement 127 fois moins).

L'UE amplifie sa politique sécuritaire et xénophobe, sous la pression directe des forces racistes et réactionnaires qui partout gagnent du terrain. Mais la crise des migrants crée des liens nouveaux par-delà les frontières comme en témoignent les nombreuses manifestations de solidarité aux cris de « *Refugees Welcome ! Ouverture des frontières, libre circulation, régularisation de tous les sans-papiers !* »

Incapacité de l'Europe capitaliste à dépasser ses contradictions

La bourgeoisie est de moins en moins « nationale », elle agit de manière concertée à l'échelle européenne. L'exemple d'Airbus, fleuron européen, en témoigne même si chaque Etat national continue de soutenir « ses » entreprises et à jouer les VRP pour elles (comme Le Drian pour le compte de Dassault et ses rafales). Pour faire face à la concurrence américaine et asiatique, les bourgeoisies européennes ont la nécessité de s'allier économiquement et politiquement à l'échelle du continent, mais elles ont jusqu'à ce jour été incapables de se doter d'un véritable Etat européen susceptible de les soutenir face aux concurrents mondiaux.

L'accord majeur sur lequel se retrouvent tous les Etats d'Europe, c'est la politique d'austérité et l'offensive menée contre l'ensemble des travailleurs et des classes populaires européennes.

Pour prendre l'exemple du droit du travail, dix autres pays européens ont d'ores et déjà revu leur législation et fait leur propre « loi travail » qui n'a rien à envier à celle d'El Khomri ! En réaction à ces politiques libérales, les institutions européennes sont les principales cibles des mécontentements et de la révolte sociale. Cela rend impossible à la bourgeoisie européenne d'avancer vers un Etat central par le jeu « démocratique » des institutions et cela accentue au contraire les politiques nationalistes. Le Brexit en est l'illustration. Quant à l'Euro, faute d'un véritable Etat européen capable de le soutenir, il est aujourd'hui bien fragile...



Retour aux origines...

L'Europe, une réponse aux besoins du capital

L'Europe n'est pas née des bons sentiments de paix après 1945, mais des rapports de force issus de la guerre. L'impérialisme américain avait besoin du redémarrage de l'économie européenne. En 1947, il lance le plan Marshall, déversant des millions de dollars pour garantir le marché de la reconstruction à ses trusts. Refusant de négocier Etat par Etat, il les oblige à la création de l'OECE (Organisation européenne de coopération économique) en 1948.



Les USA imposent aux pays européens de s'ouvrir les uns aux autres... pour les ouvrir plus facilement à leurs marchandises et leurs capitaux. Ils créent le FMI, la Banque Mondiale et le GATT, pour discuter du commerce international et de la baisse des tarifs douaniers.

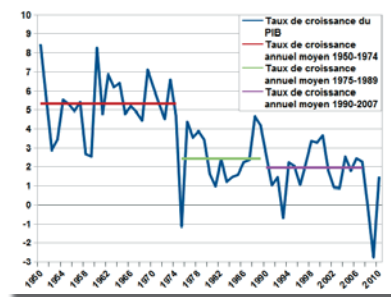
Vainqueurs de la guerre impérialiste, ils veulent un retour au libre-échange, pour s'ouvrir les marchés des puissances européennes et battre en brèche le monopole qu'elles détenaient sur leurs empires coloniaux.

Une tentative de résister à la concurrence américaine

1957 : six Etats européens déjà regroupés dans un marché du charbon et de l'acier (CECA né en 1951) ratifient le Traité de Rome qui prévoit la disparition des tarifs douaniers entre membres de la CEE (communauté économique européenne) et des droits de douane communs vis-à-vis de l'extérieur.

La perte des empires coloniaux nécessite de nouveaux débouchés, que les bourgeoisies trouvent sur le marché européen lui-même (les échanges intra CEE sont multipliés par 6 entre 1958 et 1972).

Après la reconstruction, les bourgeoisies européennes s'assurent de juteux bénéfices grâce à leurs Etats nationaux, à coups de subventions, de marchés protégés ou de «plans de développement». «L'Etat providence» l'est avant tout pour les besoins du capital, même si la classe ouvrière a pu bénéficier de quelques miettes, vu la croissance forte de cette période.



Taux de croissance en France

Le «Marché Commun» avancera lentement, au gré des rapports de force et des intérêts de chaque bourgeoisie nationale. L'Angleterre n'y rentre qu'en 1973, avec le Danemark et l'Irlande ; le Portugal, l'Espagne et la Grèce dans les années 80.

L'Europe, produit de la mondialisation capitaliste libérale

Pour maintenir les taux de profit lors de la crise des années 80, bourgeoisie et gouvernements se lancent dans une offensive contre les travailleurs et les peuples, en même temps que les Bourses s'envolent.

La chute du Mur et la fin de l'URSS ouvrent la voie à la libre concurrence mondialisée et à la financiarisation de l'économie. La réunification allemande et la fin des «pays de l'Est» ouvrent de nouveaux marchés aux capitaux. Les marchés nationaux, jusqu'alors réglementés, s'ouvrent à la concurrence des investisseurs mondiaux privés et publics, fonds de retraites, assurances, trésors publics, multinationales, qui spéculent sans entraves. Les mouvements de capitaux explosent : 1 000 milliards \$ par jour soit 50 fois plus que la valeur du commerce international de biens et de services.



L'Euro, la création de l'Union Européenne en 1993, son élargissement à 28 membres, seront le produit de cette mondialisation capitaliste.

L'Europe des trusts et de la finance : une machine de guerre contre le monde du travail

L'Euro, une tentative d'échapper à l'instabilité monétaire

En 1971, le système monétaire international basé sur le dollar et la confiance dans l'économie américaine s'effondre, ouvrant une période d'instabilité. Le problème est rendu crucial à partir de 1990 par la déréglementation du marché des capitaux et l'explosion de la spéculation monétaire, dépassant le pouvoir d'intervention des Etats. En 1992, la Banque d'Angleterre a beau acheter 15 à 20 milliards \$ de livres sterling face à une attaque spéculative, elle doit dévaluer la livre de 20 % !



Face à un tel pouvoir de la finance, les Etats européens décident, en 1992 à Maastricht, de se lancer dans l'Euro. Cette politique n'est pas le résultat «d'options libérales» par opposition à des «options régulatrices» qui auraient dépendu du seul choix des gouvernements, mais bien le fruit d'une offensive réactionnaire des trusts et de leurs Etats : contre les travailleurs sous Thatcher, Reagan ou Mitterrand ; contre les peuples étouffés par la dette et les «plans structurels» du FMI.

Des « critères de convergences » contre la classe ouvrière

Les Etats européens les plus riches voulaient bien de l'Euro, mais à condition qu'il soit une monnaie forte, reposant sur des économies dégageant le maximum de profits. Le traité de Maastricht définit donc des «critères de convergence» pour entrer dans la zone Euro comme la limitation des déficits publics à 3 % du revenu national, la limitation de la dette des Etats à moins de 60 % du PIB, et du taux d'inflation à 1,5 %.



Cet «assainissement» pour attirer les capitaux signifiait des licenciements massifs, la réduction du coût du travail, la régression des politiques publiques et de protection sociale... **Le «pacte de stabilité», dit de «croissance», n'a de croissance que celle des profits au prix d'un recul social généralisé.**

L'euro, la monnaie unique de 19 Etats rivaux



L'Euro est une monnaie sans Etat, qui laisse la seule Banque Centrale Européenne décider de la politique monétaire. Cette indépendance à l'égard des gouvernements est proportionnelle à une dépendance totale à l'égard de l'oligarchie financière qui règne sur l'économie mondiale.

Les bourgeoisies européennes sont incapables de construire une Europe politique vu leurs rivalités et leur parasitisme. La seule institution vraiment supra-nationale est la BCE, sans légitimité démocratique, apparaissant d'emblée comme l'instrument de la politique réactionnaire et antisociale de l'Europe.

Les tentatives comme «L'Europe sociale » ou « La Charte des droits fondamentaux » ne font que niveler par le bas les législations sociales, s'attaquer aux droits des salariés, amplifier le démantèlement des services publics.

Ni «Brexit» ni «remain», une autre politique, l'internationalisme des travailleurs et des peuples

Le souverainisme, produit empoisonné de la crise

La dramatique régression sociale entraînée par les politiques d'austérité dans tous les pays d'Europe, en l'absence de perspectives portées par le mouvement ouvrier, laisse le terrain aux démagogues réactionnaires et d'extrême-droite : le rêve d'un retour à la nation souveraine perdue, les travailleurs nationaux contre les travailleurs étrangers... La sortie de l'Europe peut ainsi apparaître à certains comme une issue à la crise, au recul social.



Manifestation du FN à Paris, le 1er mai 2014



Déc 2015 en Allemagne pour le retour à la souveraineté et la sortie de l'euro

La mondialisation qui prétendait apporter prospérité et démocratie s'avère être un marché de dupes, et les salariés sont bien conscients que la seule logique de l'Europe libérale est de les mettre en concurrence pour optimiser les profits. Rien d'étonnant à ce que le souverainisme gagne du terrain, dans toute l'Europe, comme on a pu le voir à d'autres époques du capitalisme en crise et comme on le constate aujourd'hui avec la montée des forces extrémistes réactionnaires dans toute l'Europe.

Le souverainisme, de droite comme de gauche, un piège pour les classes populaires

Personne ne s'étonnera des réponses souverainistes défendues par l'extrême-droite, l'ennemie des travailleurs. Mais un souverainisme qui se dit « de gauche » a émergé, qui se prétend du côté du « peuple ».

Que les peuples rejettent cette Europe haïe est légitime, mais en sortir constituerait-il une issue favorable aux classes populaires ? C'est ce que défendent les partisans d'un « plan B » : sortir de l'Union européenne, revenir à la « souveraineté nationale » permettrait d'échapper au diktat de l'UE et de la Troïka, comme si ce n'était pas les gouvernements nationaux eux-mêmes qui définissaient les politiques européennes !



Jean-Luc Mélenchon, patriotard, a déclaré au Journal du dimanche du 23 août dernier : « *S'il faut choisir entre l'Europe et la souveraineté nationale, je choisis la souveraineté nationale. Il n'y a pas de raison pour qu'à la fin, ce soit nous, les français qui céditions devant les allemands* ». En ressortant le vieux discours éculé de l'ennemi qui serait de l'autre côté des frontières, en l'occurrence l'Allemand, il voudrait laisser croire que les travailleurs français auraient un quelconque intérêt commun avec les capitalistes et patrons français.

Le discours de Mélenchon, l'ancien ministre du gouvernement de cohabitation de Jospin qui a multiplié les attaques contre les salariés, exonère les capitalistes français, responsables des destructions d'emplois et fermetures d'usines. Il voudrait retourner la révolte des salariés contre le travailleur déplacé, le plombier polonais... eux-mêmes doublement victimes de leurs exploiters nationaux et des patrons français.

Parmi les souverainistes qui se disent « de gauche », Frédéric Lordon, économiste atterré, ou encore Jacques Nikonoff, ex-Attac, ex-PC, se réfèrent à la nation souveraine de 1789, et en appellent à la République qui serait garante de la souveraineté populaire. Il suffirait de redonner le pouvoir au peuple. Mais, prisonniers du terrain institutionnel bourgeois, leurs références au peuple, à la nation, masquent la guerre des classes.



Des affrontements lors de la manifestation contre la loi travail du 15 septembre

Il ne peut y avoir de « peuple souverain » dans le cadre de ce système. Il n'y a qu'un seul Etat aux mains des capitalistes et du MEDEF, comme les travailleurs viennent d'en faire l'expérience en menant la lutte contre la loi El Khomri.

C'est en détruisant la dictature du capital et son garant, l'Etat, que les travailleurs et la jeunesse, alliés aux travailleurs de toute l'Europe, trouveront une issue à la crise en imposant leur contrôle sur l'économie.

Ni «Brexit» ni «Remain», mais une politique pour la classe ouvrière

L'Angleterre a voté pour le Brexit. Les travailleurs doivent-ils s'en réjouir ?

Le Brexit l'a emporté grâce à une partie des voix du monde du travail, (principalement dans les régions sinistrées par la désindustrialisation), qui a exprimé son rejet de cette Europe libérale et antidémocratique. Mais ceux qui ont gagné, ce sont les démagogues partisans du Brexit et leur propagande réactionnaire et xénophobe qui a joué sur les craintes liées à l'immigration, la peur de l'étranger, et sur le rejet de cette Europe de la régression sociale. A la plus grande satisfaction de tous les réactionnaires que compte l'Europe, au premier rang desquels Marine Le Pen.



Le *in* ou le *out* ? C'est un choix piégé car ni le *in* ni le *out* ne sortent du cadre institutionnel bourgeois pas plus que de celui du capitalisme.

En dévoyant la révolte légitime des travailleurs, en leur laissant croire à un capitalisme « national » qui les protégerait, moins prédateur et dont ils pourraient être solidaires face à l'Union européenne, les partisans du plan B désarment la classe ouvrière.



Or il s'agit pour les classes populaires, de formuler une politique de classe, indépendante, qui ne peut être qu'internationaliste. Les travailleurs ont les mêmes intérêts par-delà les frontières et des intérêts inconciliables avec les capitalistes de leur propre pays. Pour lutter pour leurs intérêts et ceux de toute la société, les travailleurs doivent s'affranchir des préjugés nationalistes, instrument idéologique de domination de la bourgeoisie au nom desquels elle voudrait rendre les travailleurs solidaires de ses intérêts.



Manifestation de salariés de General Electric à Paris contre un plan de suppression de 6.500 emplois en Europe.

La seule issue à la crise repose sur l'internationalisme des travailleurs et des peuples contre l'internationalisation des multinationales et du capital, pour une autre Europe, débarrassée de l'exploitation et du diktat de la finance.

L'Europe, l'arène pour les luttes des travailleurs

Les contradictions de la construction européenne, facteur de crises

Les bourgeoisies des pays européens ont construit l'Europe pour faire face à la concurrence des bourgeoisies des autres continents, mais elles ont été incapables d'aller plus loin qu'un marché unique et une monnaie commune sans Etat parce qu'elles restent incapables de surmonter leurs rivalités nationales. Leur Europe ne peut « parler d'une seule voix ».

Mais pour les travailleurs de toute l'Europe, cette Europe libérale et anti-démocratique, au service d'une minorité qui s'enrichit sur les politiques d'austérité et de régression sociale, est un puissant facteur d'instabilité et de crises. L'Europe en crise, qui a généré le puissant mouvement social en Grèce, les indignés en Espagne et les luttes des travailleurs européens contre les effets dévastateurs des politiques d'austérité, est l'arène des révoltes sociales porteuses de la transformation révolutionnaire de la société.



Manifestation des «indignés» en Espagne

L'internationalisme, notre réponse à la crise



L'Europe est devenue le cadre des crises sociales générées par l'aggravation de la concurrence mondiale et ses effets dévastateurs pour les travailleurs et les peuples. Les responsables de l'exploitation accrue des salariés, multinationales, finance..., œuvrent à l'échelle mondiale ; la réponse du monde du travail ne peut être nationale. Elle est européenne, mondiale. L'internationalisme n'est plus un appel propagandiste, mais une réalité, celle du nouveau cadre du marché mondialisé.

De ce point de vue, le drame des millions de migrants qui fuient la misère, les dictatures et la guerre, affluant aux portes de l'Europe, nous fait prendre la mesure du bouleversement du monde et de ce que cette crise porte en elle de transformations et d'avancées possibles pour notre camp. La mondialisation tisse des liens nouveaux entre opprimés du monde entier. Une nouvelle classe ouvrière se construit, plus homogène et unie que jamais à l'échelle internationale. Une nouvelle conscience de prolétaires citoyens du monde se forge de part et d'autre des murs, des frontières... face aux multinationales et à une même bourgeoisie mondiale.

Pour une Europe des travailleurs, débarrassée des frontières Pour les Etats-Unis socialistes d'Europe

Les bourgeoisies sont incapables de résoudre la contradiction entre la socialisation croissante de la production et des échanges matériels et humains, et le maintien des frontières nationales. Elles sont incapables d'apporter le progrès et un avenir à la société.

Le monde du travail, les peuples, leur opposent l'Europe de la solidarité, du progrès social, une Europe débarrassée des frontières et de l'exploitation, les Etats-Unis socialistes d'Europe.

